

**Convention collective**

**CONDITIONS D'EMPLOI,  
DE TRAVAIL ET DE RÉMUNÉRATION  
DES SALARIÉS ET APPRENTIS  
DES ENTREPRISES DE TRAVAUX  
AGRICOLLES ET RURAUX  
(PAYS DE LA LOIRE)  
(10 avril 2002)**

(Etendue par arrêté du 15 juillet 2002,  
*Journal officiel* du 31 juillet 2002)

**AVENANT N° 6 DU 27 JANVIER 2005 (1)**

**NOR : AGRS0597049M**

Entre :

L'association régionale des entrepreneurs de travaux agricoles et ruraux  
des Pays de la Loire,

D'une part, et

Les syndicats CFDT des Pays de la Loire ;

La fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT ;

La fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de  
l'agriculture CFTC ;

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'intitulé de l'article 42 est remplacé par : « Santé et sécurité des travailleurs ».

Les dispositions sont modifiées comme suit :

« Toutes mesures doivent être prises pour assurer la santé et la sécurité du  
personnel en application des articles L. 230-1 et suivants du code du travail  
et des règlements pris pour leur application.

---

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Le port des équipements de protection individuelle mis à la disposition du personnel par l'employeur est obligatoire.

Les employeurs sont tenus de mettre à disposition de chaque salarié des chaussures de sécurité et deux tenues de travail par année. »

## **Article 2**

L'intitulé de l'article 43 est remplacé par : « Boissons alcoolisées ».

Les dispositions sont supprimées et remplacées par les suivantes :

« L'introduction de boissons alcoolisées dans l'entreprise est interdite dans les conditions fixées à l'article L. 232-2 du code du travail.

L'absorption de boissons alcoolisées à l'occasion du travail et du transport sur route constatée par les autorités compétentes peut entraîner l'application des dispositions de la présente convention en matière disciplinaire, et en fonction de la gravité de la faute pouvant aller jusqu'au licenciement immédiat. »

## **Article 3**

L'article 47 « Conventions et accords collectifs antérieurs. – Avantages acquis » est modifié comme suit :

« La présente convention se substitue à toutes conventions et accords collectifs antérieurement applicables aux entreprises de travaux agricoles.

L'application de la présente convention ne peut être la source de réduction de la rémunération globale annuelle antérieurement versée aux salariés. Elle est calculée impérativement sur la base de 169 heures normales multipliées par le taux horaire attribué au salarié et correspondant à l'emploi occupé dans l'entreprise ; à cette base s'ajoutent les primes diverses octroyées, à l'exception des sommes versées au titre des heures supplémentaires. »

## **Article 4**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de Maine-et-Loire à Angers.

Fait à Angers, le 27 janvier 2005.

(Suivent les signatures.)